

Hôpital : la colère monte, la mobilisation aussi

Malgré la pluie, les passants signaient volontiers la pétition tendue par les membres du nouveau collectif inter-hôpitaux montilien sur le marché. D'autres actions sont à venir pour défendre l'hôpital public.

C'est sous les parapluies qu'une petite dizaine de soignants en blouses blanches, pancartes revendicatives en main, faisaient signer, samedi 2 novembre, dès 9 heures, sur la place du marché, la pétition nationale "Sauvons l'hôpital public" (en ligne aussi : change.org.urgencehopital).

Une première action du tout nouveau collectif inter-hôpitaux montilien, qui s'est mis en place dans le sillage du collectif national créé début octobre à Paris. Et surtout, qui est le petit frère du collectif inter-urgences (CIU) né en mars dernier, et à l'origine d'une grève massive dans les services des urgences un peu partout en France, dont à Montélimar.

Une première assemblée générale avait été organisée mercredi 23 octobre, à Montélimar : « Près de cinquante personnes, tous statuts confondus (infirmiers, médecins, quelques cadres, aides soignants...), sont venues discuter



Une première action a été menée par le tout nouveau collectif inter-hôpitaux montilien, samedi 2 novembre sur la place du marché. Photo Le DL/F.Va.

des actions possibles localement », se félicite le Dr Catherine Busseuil, chef du service des urgences.

« Cela fait trente ans que je suis médecin, et j'ai pu voir comment l'hôpital s'est cassé la gueule. On voit de plus en plus un départ des soignants vers le privé en raison de la perte d'attractivité, du manque d'effectifs, d'équipements et de matériel », déplore le Dr Jean-Luc Grauer, qui travaille au

groupement hospitalier Portes de Provence (GHPP) depuis maintenant quatre ans. Ce dernier dit même craindre que l'on aille vers des privatisations : « Regardez dans le Maine-et-Loire, près d'Angers, une clinique privée pourrait racheter un hôpital ! »

■ Grève le 14 novembre, marche funèbre en prévision

Les principales revendications du collectif inter-hôpi-

taux ? D'abord « revoir la tarification à l'activité (T2A) qui coule complètement l'hôpital public ». « Elle n'est pas adaptée à l'hôpital et notamment à la prise en charge des maladies chroniques, ou encore des personnes âgées. Un jeune patient avec une chirurgie simple "rapporte" plus qu'une personne âgée ayant de nombreux problèmes médicaux », mettent en avant les Dr Grauer et Busseuil.

Ils s'opposent à de nouvelles

fermetures de lits et réclament une revalorisation des salaires des infirmières et des aides-soignantes pour revenir dans la moyenne des salaires des pays de l'OCDE. Et réclament également « davantage de démocratie à l'hôpital au sein de la commission médicale d'établissement, où les soignants n'ont plus droit de vote », poursuit le Dr Busseuil.

Si ses membres doivent se réunir mercredi 6 novembre en assemblée générale pour décider des actions à venir, ils ont d'ores et déjà l'intention d'être présents sur le marché tous les samedis matin, pour sensibiliser la population. Une déambulation façon "marche funèbre" devrait aussi se dérouler samedi 9 novembre.

Et ils entendent bien sûr relayer et répondre présents à la grande mobilisation nationale prévue le 14 novembre pour réclamer un « vrai plan d'urgence » pour l'hôpital public. « Certains iront à Paris. Mais nous prévoyons une action de grève ce jour-là aussi localement au niveau de l'hôpital. »

F.Va.

Le collectif inter-hôpitaux se revendique comme un mouvement apolitique et n'affichant aucune étiquette syndicale.